

Souveraineté numérique : les communes ont leur rôle à jouer

Alors que les enjeux d'indépendance nationale n'ont jamais été aussi critiques, Interstis Solutions, éditeur de la suite collaborative Hexagone, annonce le lancement d'une pétition nationale. L'objectif : obtenir un engagement ferme des candidats et élus locaux pour une priorité systématique aux solutions numériques souveraines dans leurs achats publics.

Le numérique au cœur du débat démocratique

La suite Hexagone souhaite placer la souveraineté numérique au centre de la campagne électorale : celle-ci n'est plus une question technique réservée aux experts, mais un véritable choix de société. En interpellant les futurs décideurs, nous voulons transformer le débat d'idées en engagements concrets envers leurs administrés.

Un contexte d'urgence : le rôle pivot des communes

Face à un contexte géopolitique instable et une Europe qui peine à imposer ses propres standards face aux géants extra-européens, l'échelon local devient le dernier rempart :

- Le désengagement européen : Quand les grandes directives tardent, seuls les territoires sont en capacité de protéger les citoyens.
- La responsabilité locale : Les communes et intercommunalités sont des acheteurs majeurs. Chaque euro public dépensé est un bulletin de vote pour ou contre notre indépendance.
- Le défi du courage : Beaucoup parlent de souveraineté, peu l'appliquent. Nous sommes convaincus que vous êtes les derniers à pouvoir faire preuve de courage politique !



Nos trois piliers pour un engagement numérique

La résilience : protéger nos infrastructures

Le choix de solutions souveraines garantit la maîtrise de nos données et la continuité du service public, sans dépendance à des juridictions étrangères ou à des ruptures de service décidées hors de nos frontières. Les données de vos administrés ne doivent pas être soumises au Cloud Act, n'est-ce pas ? Le Cloud Act est une loi qui permet aux autorités américaines d'accéder à vos données personnelles sans votre accord et sans même que vous soyez averti.

L'économie : un investissement, pas une dépense

La première mention juridique de la souveraineté se trouve dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qui indique que « toute souveraineté réside essentiellement dans la nation ». Des études l'ont démontré, encore récemment : notre ultra-dépendance coûte, chaque année, plus de 260 milliards d'euros à l'Europe, tandis qu'on sait que près de 80 % des administrations françaises collaborent avec des outils américains. Acheter souverain, c'est avant tout s'assurer que l'argent de l'impôt reste dans le circuit économique local et national, et c'est transformer une dépense de fonctionnement en un investissement pour le territoire.

La croissance de la filière : investir dans nos régions

En orientant la commande publique vers des acteurs français et européens, les élus permettent l'émergence d'une filière d'excellence, créatrice d'emplois qualifiés et d'innovations durables.

En bref : Prenez position !

Aujourd'hui, nous avons la chance d'avoir la liberté : la liberté de choisir un autre numérique pour nos administrations et nos entreprises. Nous appelons tous les élus et candidats à signer cette pétition et à s'engager publiquement : le numérique de nos administrations doit être souverain. Il ne s'agit plus de savoir si c'est possible, mais de décider si nous le voulons vraiment.

Signez ici : <https://c.org/9mbXNCxfxY>

Contact Presse : Mathieu Candel
mathieu.candel@interstis.fr | 06 75 28 52 15